

Déconfinement: Macron en visite dans une école, face à l'inquiétude

Paris, 5 mai 2020 (AFP) -

Dans la course à obstacles vers le déconfinement du 11 mai, Emmanuel Macron se rend mardi dans une école des Yvelines pour tenter de lever les inquiétudes des maires en charge de préparer cette périlleuse rentrée.

Et elles sont nombreuses, selon ces élus, particulièrement en région parisienne où la plupart d'entre eux refusent de rouvrir les écoles dès la semaine prochaine.

Quelque 329 maires d'Ile-de-France, dont la maire PS de Paris Anne Hidalgo, ont écrit dimanche au président Macron pour lui demander de repousser la réouverture des écoles à une date ultérieure, dénonçant un déconfinement "à marche forcée".

Mais pour Emmanuel Macron, il est une "étape indispensable" afin de remettre le pays en marche, après le confinement de millions de Français pendant près de deux mois.

"Le moment est critique, nous ne pouvons pas rester confinés", a lancé de son côté le Premier ministre Edouard Philippe devant le Sénat, où il n'a pas été entendu.

La Chambre haute a refusé lundi de valider le plan de déconfinement du gouvernement par 89 voix contre 81 et 174 abstentions, sans conséquence majeure toutefois sur sa mise en oeuvre. "Le confinement se justifiait par l'urgence, mais son coût social et économique est colossal", a-t-il souligné.

- "Catastrophe" -

Edouard Philippe a également qualifié la fermeture des écoles de "catastrophe pour les plus vulnérables des enfants et des adolescents", le décrochage scolaire étant selon lui "probablement une bombe à retardement".

Emmanuel Macron tentera à Poissy de rassurer les craintes des élus et des enseignants en se rendant à l'école élémentaire Pierre Ronsard en compagnie du ministre de l'Education Jean-Michel Blanquer.

Un protocole sanitaire très strict doit encadrer la réouverture des écoles: lavage de mains à répétition, bureaux espacés d'au moins un mètre, port du masque obligatoire ou conseillé selon les circonstances... Un vrai casse-tête pour les communes chargées de préparer cette rentrée à hauts risques.

Et si à Marseille, tout est prêt dans les écoles, selon son maire Jean-Claude Gaudin, c'est loin d'être le cas à la Guadeloupe où là aussi les élus ont voté dimanche une motion pour reporter la rentrée à septembre.

Les élus sont aussi inquiets sur leur responsabilité pénale si la sortie du confinement devait mal se passer.

"Nous ne pouvons pas déconfiner sans protéger l'exercice des responsabilités qui seront prises par beaucoup de Français et qui les dépassent", a jugé le sénateur LR Philippe Bas, avant le vote dimanche soir au Sénat d'un texte visant à mieux les protéger.

Le dispositif adopté, contre l'avis du gouvernement, dispose que pendant l'état d'urgence sanitaire "nul ne peut voir sa responsabilité pénale engagée" pour des contaminations par le coronavirus, sauf en cas d'intention délibérée, imprudence ou négligence.

- "Garanties essentielles" -

D'une manière générale, les sénateurs qui ont entamé lundi l'examen du projet de loi prorogeant l'état d'urgence sanitaire, sont fermement décidés à le réécrire pour y "inscrire des garanties essentielles".

Les usagers des transports en commun sont tout aussi inquiets. Faire repartir les transports publics dans de bonnes conditions en respectant les règles de distanciation est "un pari très risqué", a ainsi estimé lundi Bruno Gazeau, le président de la Fédération nationale des associations d'usagers des transports (Fnaut).

A une semaine de ce déconfinement, des millions de masques promis par les supermarchés commencent à arriver dans leurs rayons lundi, sans mettre fin aux polémiques: d'abord accusée de constituer des "stocks cachés" en pleine crise sanitaire, la grande distribution est désormais critiquée pour des prix jugés trop élevés.

"Normalement, ils (les distributeurs, NDLR) achètent ça 7 ou 8 centimes d'euro et le vendent 58 centimes (le paquet de quatre, NDLR), c'est-à-dire six fois le prix qu'ils l'ont acheté: ils font des bénéfices pendant une pandémie, c'est du délire", s'indigne German Montes, un Chilien vivant en France interrogé par l'AFP sur le



parking de l'hypermarché Carrefour de Rosny-sous-Bois (Seine-Saint-Denis).

Le gouvernement a précisé la semaine dernière que les masques chirurgicaux seraient vendus à 95 centimes d'euro l'unité maximum, mais qu'il n'y aurait pas de plafond pour ceux en tissu.

- "Intenable" -

Si on y ajoute le prix du gel hydroalcoolique, "c'est intenable", juge auprès de l'AFP le président de l'UFC-Que Choisir, Alain Bazot, sachant que le pouvoir d'achat a baissé pour de nombreuses familles en France, affectées par le chômage partiel.

Celui-ci restera pris en charge "à taux plein" après le 1er juin dans certains secteurs comme l'hôtellerie et la restauration, tandis que les autres entreprises devront contribuer aux salaires dans des "proportions raisonnables", a indiqué lundi la ministre du Travail, Muriel Pénicaud.

Plus d'un salarié du privé (11,7 millions à ce jour) bénéficie de cette garantie de 84% du salaire net (100% au niveau du Smic), que l'Etat et l'assurance-chômage remboursent intégralement aux employeurs dans la limite de 4,5 Smic.

Le gouvernement entend néanmoins réduire dès le mois de juin sa participation pour inciter au retour au travail. Celui-ci commence timidement: le constructeur automobile PSA (Peugeot, Citroën) a annoncé le redémarrage progressif de ses usines européennes à partir de ce lundi.

D'autres secteurs cherchent à résoudre le casse-tête de la reprise de leurs activités tout en respectant les consignes sanitaires.

Distance entre les sièges, port du masque, suppression des buvettes, marquage au sol et nettoyage systématique des lieux clos: un rapport remis au gouvernement préconise ainsi une série de mesures pour déconfiner le secteur de la culture, à l'arrêt complet depuis mi-mars.

burx-ob/roc

Afp le 05 mai 20 à 04 00.